

Regards croisés sur l'intervention de l'OTAN en Libye

Invité : Colonel Alain Pelletier, Forces canadiennes

Manège militaire du régiment des Black Watch, Montréal

Le 15 novembre 2011

Introduction à la soirée

Bonjour, mon nom est Édith Mukakayumba de la [Maison de la géographie de Montréal](#). En compagnie de mon collègue, Jules Lamarre, il me fait plaisir de vous accueillir au manège militaire des Black Watch à Montréal, un régiment des Forces canadiennes. Ce soir, nous sommes honorés d'y accueillir le Colonel Alain Pelletier qui, de mars à août 2011, a dirigé les opérations de frappes aériennes des CF-18 canadiens en Libye. Le colonel Pelletier commandait [la force opérationnelle Libeccio](#), qui était la composante aérienne de [l'opération Mobile](#), soit la participation canadienne à la vaste intervention militaire [Unified Protector](#) de l'OTAN (Organisation du Traité de l'Atlantique Nord). Rappelons qu'à la suite de l'adoption de la résolution 1973 par le Conseil de sécurité des Nations Unies, au nom de la communauté internationale, l'OTAN a reçu le mandat d'intervenir en Libye pour protéger sa population civile contre des représailles qu'exerçait à son endroit le régime Kadhafi dont elle contestait la légitimité. Enfin, l'opération [Unified Protector](#) de l'OTAN était sous le commandement du lieutenant-général Charles Bouchard, des Forces canadiennes.

Depuis trois ans, Jules et moi nous avons plusieurs fois fait équipe avec les Forces canadiennes, principalement dans le cadre de nos cafés géographiques. En mai dernier, nous avons eu le privilège d'accueillir au colloque international « [Qu'advient-il de la géographie?](#) » que nous avons organisé dans le cadre du 19^e congrès de l'ACFAS, deux représentants de l'État major de cette grande organisation. Leurs communications nous ont rappelé à quel point l'affirmation de Lacoste « la géographie ça sert, d'abord, à faire la guerre », en 1976, à propos de « la géographie des états majors » tient toujours la route. Cela explique sans doute la raison pour laquelle les Forces canadiennes ont été les meilleurs alliés du combat que nous menons, à contre courant, pour la survie de géographie. En effet, à chaque occasion que nous les avons invitées à participer comme partenaires à nos activités, nous en avons toujours appris davantage à leur sujet. Non seulement ils sont devenus des amis sur lesquels nous pouvons compter pour la promotion de l'utilité de notre discipline, mais encore ils sont nos alliés dans l'information et la formation du citoyen en géographie. En fait, même si les militaires ne sont pas au courant des problèmes que la géographie traverse dans nos institutions d'enseignements, au Québec notamment, pour eux, la géographie, ça sert bel et bien à quelque chose. Il était aisé de constater, en les écoutant, que leur géographie ne sert pas seulement à faire la guerre mais qu'à bien des égards, elle sert, aussi, à faire la paix, et ce, même quand il leur arrive de devoir intervenir avec des armes. Quelles que soient les circonstances, ils déroulent leurs cartes en vue d'approfondir leur connaissance des territoires dans lesquels ils effectuent leurs déploiements, sans dissocier géographie humaine et géographie physique.

Avec nos moyens modestes, depuis plus de trois ans, nous voulons contribuer à ce que la géographie serve, aussi, à faire la paix, c'est-à-dire à ce que les citoyens approfondissent leur connaissance des territoires, aussi bien à l'aide de cartes, qu'à l'aide d'autres instruments tels

que les systèmes d'information géographique (SIG), la télédétection, etc. La chose apparaît évidente mais, vu l'état de la géographie dans nos institutions d'enseignement, elle ne l'est pas du tout. Cela explique que la prophétie de Lacoste selon laquelle « la géographie des professeurs », perçue comme inutile, soit en train de se réaliser. Pourtant, il importe plus que jamais de former des citoyens qui ne soient pas maintenus continuellement dans l'état de « somnambules téléguidés » par tous ceux qui nous gouvernent, comme Yves Lacoste le soulignait en 1976. Enfin, tout comme les militaires, nous éprouvons le sentiment d'être en mission. Mais contrairement aux militaires, notre mission est plus périlleuse car elle fait la promotion de la géographie dans un monde qui, en dehors des états-majors, n'en perçoit pas l'utilité. Nous sommes convaincus que nos efforts ne seront jamais parce que nous savons que « toute la mer monte pour une seule pierre qu'on y jette » (Pascal).

Ce soir, nous pourrions nous entretenir avec le colonel Alain Pelletier, un acteur privilégié de l'intervention de l'OTAN en Libye, l'une des opérations militaires de grande envergure de notre époque. Toutefois, cette opération qui a contribué à précipiter la chute du régime Kadhafi n'a pas fait l'unanimité puisqu'elle a été applaudie par certains mais elle a aussi été vivement décriée par d'autres. C'est ce nous souhaitons faire ressortir au cours de la soirée.

Présentation du colonel Alain Pelletier



Photo : Maison de la géographie de Montréal

Le colonel Alain Pelletier s'est enrôlé dans les Forces canadiennes en 1983. Après avoir obtenu son diplôme d'ingénieur en mécanique du Collège militaire royal de Kingston, il a entrepris son entraînement en vue de devenir pilote de chasse. Il a pris part à des missions de combat dans les Balkans et il a occupé par la suite des postes clés au sein de l'état-major des Forces aériennes du Canada. En 2008, il était au *Air War College*, en Alabama (É.-U.) où il a obtenu une maîtrise en stratégie militaire. Ex-commandant de la base aérienne de Bagotville au Québec, en 2011, il

a été nommé commandant de la Force d'intervention aérienne *Libeccio*. Aujourd'hui, il est Directeur des besoins en ressources aériennes au quartier général de la Défense à Ottawa.

Exposé du Colonel Pelletier



Photo : Maison de la géographie de Montréal

L'exposé du colonel Pelletier a porté sur plusieurs aspects de sa mission. En l'écoutant attentivement, et c'est ce qui paraîtra dans le compte rendu, on pouvait retrouver en filigrane les composantes d' « une géographie des états majors » à la mesure des réalités du XXI^e siècle. Ainsi, si le colonel Pelletier a insisté sur les aspects militaires d'une opération menée par une coalition multinationale (l'OTAN), dont les cibles étaient géographiquement localisées dans un pays précis, la Libye, on retrouve dans son exposé l'importance d'autres dimensions et, surtout, 1) la dimension diplomatique, 2) celle qui se rapporte au droit international et 3) à l'importance de rendre des comptes à une société civile plus informée et plus alerte. Trente ans après la sortie de Lacoste sur une « géographie qui sert, d'abord, à faire la guerre », où « les citoyens seraient des somnambules téléguidés » à la merci des états-majors de tout acabit, on constate que les choses ont commencé à changer. Espérons que la lecture de ce compte rendu rendra aux géographes le goût et le courage de se réapproprier ce champ de connaissance et rendre à la discipline ses lettres de noblesse.

Le Colonel Pelletier a d'abord remercié les docteurs Édith et Jules, de la Maison de la géographie de Montréal, de l'avoir invité à rendre compte de la mission militaire canadienne en Libye, et plus particulièrement de sa composante *Libeccio* qu'il commandait. Il a ensuite remercié le commandant du manège militaire des Black Watch de nous y avoir accueillis.

Contexte

Le 17 mars 2011, présentée par la France et le Royaume-Uni, la résolution 1973 a été adoptée par le Conseil de sécurité des Nations Unies. Elle stipulait que la communauté internationale

devait utiliser tous les moyens nécessaires pour faire respecter une interdiction de vol au dessus du territoire libyen, pour veiller à ce que l'aviation de ce pays, ou tout autre moyen, ne serve à lancer des attaques contre la population civile et pour renforcer l'embargo sur les importations d'armes par la Libye (résolution 1970). En outre, la résolution 1973 précisait qu'en aucun cas il ne devait y avoir déploiement d'une force d'occupation étrangère sur le territoire national de la Libye.

Les opérations

L'opération *Mobile*

L'opération *Mobile* a été la contribution militaire canadienne à l'opération *Unified Protector* menée sous l'égide de l'OTAN en Libye. Cette opération *Mobile* a débuté le 25 février 2011 par la création de la Force opérationnelle interarmées Malte. Le Canada prenait ainsi les dispositions nécessaires à l'évacuation de ses ressortissants en Libye. Le même jour, un quartier général multinational pour la prise en charge de ressortissants de divers pays était créé à [Valletta, dans l'Île de Malte](#). Deux avions-cargos C-17 ainsi que deux aéronefs C130-J canadiens ont alors été mis à la disposition de la Force opérationnelle interarmées Malte. Entre le 25 février et le 8 mars, cette Force opérationnelle a permis l'évacuation de 130 ressortissants de plusieurs pays, dont 61 Canadiens, ainsi que des effets matériels. « Lorsque des pays n'ont pas les moyens en place pour s'occuper de l'évacuation de leurs ressortissants, alors nous les aidons », de dire le Colonel Pelletier.

L'Opération *Libeccio*

Le matin du 17 mars à 07h30, le colonel Pelletier a été contacté par son supérieur hiérarchique qui lui a ordonné de se préparer en vue du déploiement de ses CF-18 qui pourrait avoir lieu dans les prochaines 48 heures. Puis, en fin d'avant-midi, cette fois il a reçu l'ordre de se tenir prêt à commencer ce déploiement dans les prochaines 24 heures. Les choses se précipitaient. Le soir du 17 mars, la résolution 1973 a été adoptée par le Conseil de sécurité des Nations Unies et le gouvernement canadien s'était aussitôt engagé à envoyer une force militaire en soutien à l'opération de protection de la population libyenne, initialement appelé *Odyssey Dawn*, sous un commandement américain. Le déploiement a commencé le lendemain, 18 mars, à 12h00. Et 36 heures plus tard, sept CF-18 canadiens étaient postés en Sicile, prêts à effectuer des opérations de frappes aériennes sur le territoire libyen.

Les choses se sont déroulées très vite. Mais signalons que lorsqu'a été donné l'ordre de commencer le déploiement, les CF-18 du colonel Pelletier s'apprêtaient à effectuer une mission de police aérienne dans le secteur de l'Islande en support à l'OTAN. Des chasseurs CF-18 étaient donc déjà prêts à partir en mission. Il fallait toutefois les réarmer afin qu'ils puissent remplir une mission de combat. Deux avions ravitailleurs ont accompagné les sept CF-18 engagés dans l'opération canadienne pour qu'ils puissent atteindre l'Italie, leur destination, sans avoir à faire escale en cours de route. Toutefois, selon le colonel Pelletier, les chasseurs ont devancé la diplomatie. Alors que les appareils volaient au dessus de l'Atlantique, aucun aéroport italien n'avait encore accepté de les recevoir qui puisse leur servir de base d'opérations par la suite. Les avions ont dû faire escale en Écosse, là où les pilotes ont passé leur première

nuit de mission. Les gouvernements italien et canadien ayant conclu un accord, le 19 mars, les chasseurs avaient atteint leurs points d'attache en sol italien. Quant aux opérations militaires visant à faire respecter la zone d'exclusion aérienne en Libye, elles avaient débuté deux jours auparavant, soit le 17 mars.

Quand, le 21 mars 2011, le Canada s'est joint aux forces de la coalition internationale avec l'Opération *Libeccio*, ces forces ne comprenait encore que trois pays, soit les États-Unis (Opération *Odyssey Dawn*), la France (Opération *Harmattan*) ainsi que le Royaume-Uni (Opération *Ellamy*).

Au tout début, ces forces opérationnelles effectuaient des frappes aériennes en coopération, mais séparément, c'est-à-dire en fonction d'intérêts nationaux particuliers. Toutefois, alors que des représentants d'autres pays s'ajoutaient aux forces de la coalition, il était devenu nécessaire d'accroître la coordination des missions aériennes afin d'éviter les sorties inutiles. Ainsi, en attendant que l'OTAN ne prenne la direction de l'opération *Unified Protector*, les coalisés s'étaient tout naturellement placés sous le leadership américain, c'est-à-dire celui d'*Odyssey Dawn*. Selon le colonel Pelletier, cette force opérationnelle était de loin la plus considérable en même temps que la plus apte à prendre la direction de la coalition. Le quartier général d'*Odyssey Dawn* était posté en Allemagne.

Le 27 mars, l'OTAN a accepté la prise en charge de l'opération *Unified Protector* et, le 31, le commandement de toutes les forces opérationnelles engagées en Libye a été transmis au lieutenant-général canadien Charles Bouchard. Le quartier général de la Force interarmées multinationale de l'OTAN a alors été installé à Naples, en Italie. D'abord posté en Allemagne, le 6 avril, le quartier général du colonel Pelletier, c'est-à-dire de la force opérationnelle *Libeccio* – du nom d'un vent chaud apaisant qui souffle tout au long de l'année depuis le sud-ouest sur la Méditerranée – allait donc lui-aussi s'installer en Italie, soit à [Poggio Renatico](#), une ville située au nord de Bologne. Enfin, les avions canadiens opéreraient depuis deux bases militaires italiennes situées de part et d'autre de la Sicile.

L'opération *Libeccio* s'est intégrée à des opérations menées par d'autres pays de l'OTAN, mais aussi à celles de pays qui n'en faisaient pas partie, comme des pays scandinaves, et des pays arabes, comme la Jordanie, le Qatar et les Émirats arabes. La composition des forces alliées était donc fort disparate, non seulement culturellement mais aussi en termes de capacités d'intervention militaire. De plus, le contingent canadien, parmi d'autres, ne possédait qu'une connaissance minimale de l'histoire et de la géographie de la Libye. Des contacts avec des représentants de contingents en provenance de pays arabes ont permis de combler en partie cette lacune.

Le théâtre des opérations et l'organisation matérielle des composantes

Sur une carte, et d'un point de vue canadien, la distance qui sépare l'Italie de la Libye ([voir carte](#)) n'apparaît pas considérable, puisqu'elle n'est que de 300 milles marins (un mille marin = 1,8 km). Pourtant, elle l'est d'un point de vue militaire puisque les CF-18 consomment de grandes quantités de carburant. Lors d'une sortie, les CF-18 devaient non seulement être en mesure de faire l'aller-retour entre l'Italie et la Libye, mais aussi d'effectuer leurs frappes

aériennes parfois profondément en territoire libyen. Plus précisément, les CF-18 décollaient, allaient immédiatement prendre du carburant avant d'aller reconnaître leurs cibles. Ensuite, ils revenaient prendre du carburant pour enfin passer à l'attaque, s'il y a lieu. De plus, il fallait aussi composer avec la côte libyenne qui s'étire sur 400 miles marins le long de la Méditerranée. En conséquence, à chaque sortie, les appareils devaient être ravitaillés en vol, d'où la nécessité de disposer d'avions de ravitaillement qui soient toujours en vol. D'autre part, d'autres gros porteurs canadiens allaient chercher constamment de l'armement et des munitions au Canada pour approvisionner les missions des CF-18. Ces gros porteurs assuraient un véritable pont aérien parfois entre le Canada et l'Italie.



Photo : Maison de la géographie de Montréal

L'opération *Mobile* possédait également une composante maritime, soit la Force opérationnelle Charlottetown, qui plus tard a été relevée par la force opérationnelle Vancouver, soit deux frégates des Forces marines canadiennes. La frégate NCSM Charlottetown a été déployée depuis la côte est du Canada pour se rendre au large de la Libye et elle a été opérationnelle du 19 mars au 18 août. Cette frégate a patrouillé notamment au large de [Misratah](#), une ville située au centre du littoral libyen. Elle a pu protéger la ville en demeurant en contact radio presque constant avec les autorités de son port. Lorsque la ville essayait des tirs, on le signalait à la frégate qui en avertissait le commandement de l'OTAN. Des CF-18 étaient ensuite dépêchés pour les faire cesser.

Historiquement, le 12 mai 2011, c'était la première fois depuis la guerre de Corée qu'un navire militaire canadien essuyait les tirs d'un ennemi. La frégate a alors dû se retirer en secteur sûr jusqu'à ce qu'une intervention aérienne détruise la batterie qui la menaçait.

Essentiellement, la frégate Charlottetown était sur place pour contribuer à faire respecter l'embargo maritime qui avait été décrété par le Conseil de sécurité des Nations Unies. Ainsi, au cours de sa mission, la frégate a effectuée 313 arraisonnements. Elle contactait les navires qu'elle croisait et procédait à leur identification ainsi qu'à la vérification de leur cargaison. Il

fallait connaître la provenance ainsi que la destination des navires et vérifier si chaque navire était bel et bien inscrit dans le système qui permet de localiser tous les navires naviguant en même temps sur les mers du monde. Lorsque les informations recueillies semblaient erronées, alors il fallait passer à l'abordage. Cela s'est produit à cinq reprises. La frégate veillait à ce qu'aucun navire ne puisse approvisionner le régime Kadhafi en armement offensif. Elle escortait également des navires qui fournissaient de l'aide humanitaire ou qui évacuait des blessés et des gens malades.

Au mois d'août 2011, la force opérationnelle Vancouver est entrée en Méditerranée pour relever la frégate Charlottetown sur place depuis le mois de mars. Cette deuxième frégate a terminé sa mission le 31 octobre 2011 et, aujourd'hui, elle effectue une mission de paix au sein des forces de l'OTAN, toujours en patrouillant dans la région.

Une mission de combat mais aussi un exercice en coopération

Selon le colonel Pelletier, l'opération *Libeccio* consistait certes en une mission de protection de la population libyenne, mais il s'agissait également d'un exercice d'intégration du contingent canadien au sein du grand ensemble disparate que constituait l'opération *Unified Protector*. Ainsi, des occasions d'apprentissage de la coopération se sont présentées d'elles-mêmes, notamment lorsque le colonel et un de ses collègues membre du contingent d'un pays arabe se sont reconnus. Ils avaient déjà étudié ensemble en Alabama. Le colonel Pelletier a pu en apprendre davantage sur l'histoire et la géographie de cette partie du monde et en particulier sur le système de tribus qui en régit l'organisation sociale ainsi que l'emprise territoriale. En retour, le colonel Pelletier a pu arranger avec le gouvernement canadien une utilisation commune de ses avions de ravitaillement afin que les appareils d'une force opérationnelle arabe puissent en bénéficier et ainsi accroître grandement son rayon d'action au dessus de la Libye.

Au total, pendant que le colonel Pelletier commandait la force *Libeccio*, les appareils CF-18 canadiens ont effectué 750 missions au dessus du territoire libyen. Les premières missions ont été défensives. Elles ont consisté à détruire la force aérienne militaire du régime au moyen de missiles. Le colonel Pelletier a qualifié de significative la force aérienne du régime Kadhafi. Les pilotes recevaient leurs ordres de mission avant le décollage ou bien une fois en vol. Lorsqu'ils devaient effectuer des frappes aériennes, il leur s'agissait de détruire trois types de cibles. Il y avait d'abord les cibles dites fixes, comme les quartiers généraux du régime Kadhafi, qu'il fallait empêcher de planifier et de coordonner des interventions militaires. Il y avait ensuite deux types de cibles dynamiques, soit celles qui sont temporairement fixes, mais qui peuvent être déplacées en moins de 24 heures, et enfin les équipements mobiles, comme les chars d'assaut ainsi que tous les autres moyens de transport que pouvaient utiliser les forces du régime.

Les ordres auxquels devaient obéir le colonel Pelletier étaient on ne peut plus clairs. Au cours d'une conférence-vidéo, le général en chef des Forces canadiennes, le général Walter Natynczyk, avait précisé ce qui suit : « Il faut porter une grande attention aux dommages collatéraux afin que nos actions ne résultent pas en des pertes de vie dans la population Libyenne ». L'OTAN était en mesure de fournir des évaluations concernant les pertes civiles qui pouvaient résulter de chaque mission proposée. Le colonel pouvait accepter ou bien refuser

d'effectuer ces missions. Il était soutenu par une équipe dans l'évaluation des risques, en sachant très bien que toute information militaire est nécessairement incomplète. Le colonel Pelletier prenait ses décisions en pouvant bénéficier des recommandations de son adjoint militaire, de ceux d'un officier du renseignement ainsi que des avis d'un officier bien au fait du cadre légal des interventions militaires en temps de guerre. Et lorsque des pertes de vie civiles étaient envisageables, et qu'il s'avérait à peu près impossible de trancher, alors le colonel Pelletier devait soumettre le cas à son supérieur militaire canadien à Ottawa, le général Lessard, auquel incombait alors la prise de décision. L'opération *Libeccio* a effectué 10% du nombre total des frappes aériennes de l'opération *Unified Protector* de l'OTAN.

Une révolte populaire, mais sans chef-d'orchestre

Par ailleurs, les Canadiens du contingent ont appris à connaître la dynamique d'organisation du territoire libyen grâce aux informations que fournissait l'OTAN, mais aussi les représentants des autres pays arabes qui faisaient partie de la coalition. Ils en ont appris sur l'histoire de la Libye, sur son processus de développement économique alimenté par l'exploitation pétrolière, et surtout sur l'existence de ces tribus auxquelles les personnes prêtent allégeance. Le colonel Pelletier a ainsi été très surpris d'apprendre que le mouvement de révolte populaire libyen n'avait rien d'une entreprise commune coordonnée. Il était essentiellement à base tribale. C'est ce qui explique pourquoi une ville qui venait d'essuyer des pertes considérables n'était pas nécessairement disposée à aller secourir une autre ville d'à côté en train de se faire dévaster à son tour par les forces du régime Kadhafi.

Par exemple, aucun de ces groupements n'avait intérêt à libérer Misratah dont le port, notamment, constituait un enjeu stratégique de premier plan. Les divers groupes en présence voyaient ce que la guerre coûtait en vie humaines dans leurs propres rangs. Or les gens d'autres villes n'appartenaient pas nécessairement aux mêmes tribus. C'est pourquoi l'avenir de la Libye est lié à son peuple et qu'il peut y arriver, dans un proche avenir, ce qui est arrivé en Irak et en Afghanistan après le retrait de l'intervention étrangère.

Échanges avec les participants de la salle

Jules Lamarre : Colonel Pelletier, pourriez-vous insister davantage sur ces divergences d'intérêts au sein des membres de la coalition?

Colonel Pelletier : Quand je suis arrivé en Allemagne, trois pays formaient déjà le noyau dur de la coalition en devenir, soit les États-Unis, la France et le Royaume-Uni. Chacun des trois avait des intérêts stratégiques différents. Les États-Unis exerçaient naturellement leur leadership puisqu'ils possédaient tous les éléments nécessaires au succès d'une opération de cette envergure. Ensuite, des pays se sont ajoutés. Le Canada a été le quatrième pays représenté sur place. Par après, sont arrivés des militaires de Norvège, du Danemark, de Hollande, de Suède, du Qatar, de la Jordanie, des Émirats arabes, etc. Un jeu de rapports plus ou moins asymétriques s'est établi qui a déterminé un mode spécifique de partage de l'information.

« Tout cela a amené une dynamique intéressante sur la façon de partager l'information »
(Colonel Peletier).

L'Italie occupait une place toute particulière au sein de la coalition. Au cours de leur histoire commune, la Libye et l'Italie ont tissé des liens forts.

Enfin, les États-Unis ont exercé leur leadership à la tête de la coalition jusqu'à ce que l'on se déplace de l'Allemagne vers l'Italie, quand l'OTAN a pris le contrôle de l'opération *Unified Protector*. Le commandement américain s'est ensuite retiré et les divers membres de la coalition ont dû faire leur part dans la planification et l'exécution. Quelques jours plus tard, plus aucun avion américain ne larguait de bombe sur la Libye. La France et le Royaume-Uni se sont ensuite partagé une partie des responsabilités. Le Qatar ainsi que les Émirats arabes unis voyaient la situation d'une approche légèrement différente étant donné leur expertise dans la culture régionale. Tous ces comportements, assaisonnés des intérêts nationaux furent intéressants à observer.

Jules Lamarre : Entretien-vous des relations avec des gens en Libye? Aviez-vous du monde sur le terrain?

En ce qui nous concerne, les Canadiens, nous n'avons aucun contact avec le terrain. La règle était formelle. Nous devions tous nous livrer à des opérations militaires défensives et aucune armée étrangère ne pouvait se trouver en territoire libyen. Si l'Italie possédait des liens historiques forts avec la Libye, il en allait de même pour la Grèce.

Édith Mukakayumba : Au cours de l'intervention, aviez-vous une stratégie commune avec des pays comme la France quant aux objectifs à atteindre, avoués et non avoués? Pour la suite, comment le Canada profitera-t-il des retombées?

Colonel Pelletier : Au tout début, il y avait les Américains qui assuraient le leadership, et puis les Français ainsi que les Britanniques qui recevaient leurs ordres directement de leur pays. En arrivant, je suis allé rencontrer le commandement américain et j'ai demandé en quoi je pouvais lui être utile. Ensuite, l'OTAN a pris le commandement des opérations en bénéficiant du soutien des États-Unis, de la France et du Royaume-Uni. Une fois en poste, le général Bouchard possédait réellement tous les leviers de décision.

Quant à la stratégie commune, disons que nous devions absolument maintenir la pression sur Tripoli, tout comme en 1999, nous l'avions fait sur la Serbie, lors du conflit au Kosovo. En Libye, nous avons effectué des opérations dans plusieurs villes de Libye, mais en frappant aussi Tripoli afin que le régime Kadhafi cesse de s'en prendre à la population civile. Nous attaquons des quartiers généraux qui se trouvaient à Tripoli, c'est-à-dire les endroits à partir desquels le colonel Kadhafi préparait ses opérations militaires.

L'armée d'élite du régime Kadhafi était postée à Tripoli, et dans ses environs, et elle effectuait des manœuvres qui diffèrent des opérations de combat conventionnelles. Ainsi, le matin, les militaires pouvaient sortir d'une ville, aller livrer bataille dans une autre ville et s'en revenir passer la nuit là d'où ils étaient partis le matin. Ils pouvaient ensuite demeurer bien terrés

quelques jours avant d'aller frapper ailleurs pour s'en revenir la même journée. Nous profitons des moments d'accalmie pour effectuer davantage de missions de reconnaissance.

Il fallait aussi compter avec l'imprévu. Ainsi, le retranchement fortifié du colonel Kadhafi, situé au centre de Tripoli, abritait des éléments de communication que nous voulions détruire. Cependant, le colonel Kadhafi pouvait ouvrir toutes grandes les portes de sa forteresse pour accueillir une foule pour qu'elle assiste à des projections sur écrans géants. Alors pas question de nous approcher du complexe lorsque des civils s'y trouvaient. Nous devions rebrousser chemin.

Ailleurs, même stratagème. Les forces de Kadhafi pouvaient manœuvrer à proximité d'un hôpital, par exemple. Même si nous étions en mesure d'effectuer des frappes aériennes d'une très grande précision, il n'y avait pas de chance à prendre. Il nous est arrivé de demander le soutien d'avions britanniques qui possédaient la capacité d'expédier une charge explosive minimale à l'intérieur d'un seul véhicule militaire sans faire le moindre dommage collatéral.

Édith Mukakayumba : Dans les médias, on a entendu parler abondamment des interventions militaires françaises et britanniques en Libye, mais pas beaucoup de l'intervention canadienne. Quelle a été la contribution réelle du Canada à cette opération, comment se compare-t-elle à celles de la France et du Royaume-Uni? Votre déploiement s'est effectué en un temps record, plus rapidement que ceux des Français et des Britanniques. Pourquoi n'en a-t-on jamais entendu parler, au moins dans nos médias? Quand tout a été terminé, le président Sarkozy a immédiatement fait son apparition sur le terrain. Même chose pour le Royaume-Uni. On comprend que c'était davantage leur guerre. Mais qu'avait à gagner le Canada en participant à une telle intervention?

Colonel Pelletier : La France ainsi que le Royaume-Uni avaient beaucoup plus d'appareils sur le terrain. Chacun d'eux a effectué au moins 20% de toutes les frappes alors que les appareils canadiens en ont fait 10%, ce qui est tout de même considérable. Ces pays-là avaient des journalistes sur place en mesure de couvrir les événements de leurs points de vue nationaux respectifs. De plus, la France et le Royaume-Uni possèdent des liens historiques avec la Lybie. Ceci n'était pas le cas du Canada qui, de plus, a toujours été considéré comme une nation qui par tradition remplit des missions de paix.

Par ailleurs, nos journalistes canadiens n'étaient pas aussi présents sur le terrain. Puisque nos appareils CF-18 étaient des monoplaces, il n'était pas possible d'en amener au-dessus du territoire libyen pour qu'ils puissent témoigner des opérations que nous y menions. En Afghanistan, par exemple, les journalistes ont pu amplement accompagner les militaires canadiens sur le terrain. Donc, peu ou pas de journalistes canadiens sur place, mais beaucoup de journalistes de la BBC et de CNN qui pouvaient se comporter de façon beaucoup plus incisive pour obtenir de l'information.

François Munyabagisha : Colonel, vous avez évoqué le fait que, traditionnellement, le Canada a toujours rempli des missions internationales de paix. Comme se fait-il que le Canada ait soudain « viré » pour devenir une nation qui va se battre? Comment vous, les militaires, vous y retrouvez-vous? Quel rôle préférez-vous jouer lors de vos missions?

D'autre part, vous revenez de Libye, et admettons que vous avez gagné la guerre. Mais vous savez très bien qu'on ne peut pas apporter la liberté en semant des bombes : ça ne poussera pas! Croyez-vous sincèrement qu'en allant bombarder la Libye vous cherchiez réellement à apporter la liberté? Parce que personne n'est dupe. Toute cette mise en scène servait assurément des intérêts économiques qui passent toujours en premier.

Colonel Pelletier : Durant la guerre froide, nous étions pris entre deux feux. D'un bord, il y avait les États-Unis, et de l'autre, les Soviétiques. Ces deux géants se mesuraient l'un a l'autre et ils interdisaient que n'éclatent des feux ici et là. Nous faisons donc de la prévention en empêchant les commencements d'incendies. Pendant ce temps, les géants demeuraient seuls sous les projecteurs. Lorsque cette confrontation a pris fin, rien n'empêchait plus les petits feux d'éclater ici et là, et l'instabilité de devenir une nouvelle norme. En conséquence, il n'est peut-être plus question d'opération de maintien de la paix mais désormais de missions de développement et de rétablissement de la paix qui peuvent nécessiter des interventions militaires. Au Kosovo on a misé sur l'effort diplomatique pendant que les militaires étaient sur le terrain et dans les airs. L'intervention militaire peut s'avérer incontournable pour empêcher un régime de s'en prendre militairement à sa population, comme c'était le cas en Libye.

D'autre part, j'ai vu de mes yeux des militaires du régime Kadhafi tuer des civils dans le but de faire peur à la population. Les militaires de ce régime ne portaient pas d'uniformes et ils se dissimulaient parmi les gens dans la rue. J'ai vu ces militaires qui circulaient souvent à bord de camionnettes sur lesquelles étaient montés des canons de 23 millimètres extrêmement puissants et dévastateurs. Ces véhicules se déplaçaient par groupes de quatre ou de cinq. Arrivés à destination, ils se dispersaient et ils utilisaient toute leur puissance de feu contre des secteurs résidentiels. Ensuite, ils reformaient les groupes et ils allaient recommencer dans un autre secteur de la ville. J'ai aussi vu d'autres camionnettes qui n'étaient pas équipées de mitrailleuses mais dont un occupant pouvait descendre qui portait un lance-roquettes sur l'épaule. Il prenait position devant une porte de maison et il faisait feu, comme ça, avant de remonter dans son véhicule. Puis, il allait recommencer plus loin. Il était particulièrement difficile de savoir qui était qui, c'est-à-dire qui était soldat et qui ne l'était pas. Alors, si je possède la capacité d'empêcher de tels crimes gratuits, je sens qu'il est de mon devoir d'intervenir.

Nos interventions aideront-elles le peuple libyen à passer à autre chose qui en vaille la peine, politiquement parlant? Seule l'histoire nous le dira. La Bosnie a vécu une situation comparable. Il y avait des tueries gratuites. Est-ce qu'à cet endroit notre action a donné des résultats? En tout cas, nous avons mis fin à un carnage et nous avons accru la sécurité des gens. Personnellement, je n'ai jamais usé de la force d'une façon abusive et je suis convaincu d'avoir apporté du soutien à une population civile innocente. Bref, en intervenant en Libye, le Canada a-t-il essentiellement soutenu des intérêts économiques? Personnellement, je ne le crois pas. Nous étions là comme membre de la coalition de l'OTAN pour soutenir et protéger la population libyenne à laquelle il ne restait plus que la révolte pour se débarrasser d'un régime qui lui était devenu insupportable.

Édith Mukakayumba : Il ne nous reste plus qu'à remercier le Colonel Pelletier de son exposé. Mais avant de terminer, en tant que canadienne, une question me chicotte. Si possible, j'aimerais que vous la posiez à vos supérieurs. Depuis un moment, nous travaillons avec le major Berdais qui insiste constamment sur la nécessité de toujours justifier les dépenses des deniers publics. Or le Canada a dépensé énormément d'argent dans cette opération militaire en Libye. Comment peut-il justifier cette dépense?

On sait que la France est immédiatement montée aux créneaux pour combattre ce régime Kadhafi qu'encore récemment elle soutenait sans réserve. Nous avons évidemment en mémoire ces images du président Sarkozy qui, il n'y a pas si longtemps, recevait en grande pompe le colonel Kadhafi qui campait alors dans les jardins de l'Élysée. La France a souvent entretenu d'excellentes relations avec les pires dictateurs africains. Je rentre tout juste d'une mission au Rwanda, et par les conversations avec les gens, j'ai constaté que le malaise des Africains vis-à-vis cette interventions est généralisé. Je dirais même que beaucoup d'Africains sont en colère. Non pas qu'ils souhaitent soutenir le régime Kadhafi à tout prix, mais ils voient à l'œuvre d'anciens pays colonisateurs comme la France et le Royaume-Uni de retour en force sur le continent et ils soupçonnent aussitôt, et avec raison, une entreprise de recolonisation de l'Afrique.

Bref, quand le temps est venu de « sortir » Kadhafi, le Canada est intervenu alors qu'il n'a jamais soutenu ou profité de ce régime. Par contre c'est un général canadien, le général Bouchard, qui a dirigé la coalition au nom de l'OTAN. Était-ce parce qu'il fallait absolument éviter qu'elle ne le soit par un général français, britannique ou encore américain? Sur Internet, des écrits allèguent que le général Bouchard aurait commis des crimes de guerres contre l'humanité dont il devrait être accusé puis condamné. Le Canada aurait-il participé à cette croisade pour faire office de bouc-émissaire? Est-ce le plus important bénéfice que nous allons retirer de cette opération dans laquelle nous avons investi autant de deniers publics? Dans ces conditions, comment peut-on reconnaître la valeur de votre intervention quand elle s'insère peut-être dans un système de transactions géopolitiques douteuses?

Jules et moi, nous avons travaillé à plusieurs reprises avec les Forces canadiennes. Nous savons qu'elles n'ont pas toujours bonne presse auprès de la population. Or il est vraiment agaçant de penser qu'on puisse associer les militaires canadiens à des criminels de guerre surtout après avoir entendu un témoignage comme celui du colonel Pelletier. En mai prochain, nous organisons un colloque qui aura lieu dans le cadre de l'ACFAS et qui s'intitulera « Et si la géographie servait, aussi, à faire la paix? » Il nous permettra, entre autres choses, de contribuer à ce que les interventions des militaires canadiens puissent être appréciées à leur juste valeur. Enfin, nous aimerions remercier le commandant du manège militaire du régiment des Black Watch de nous avoir si gentiment accueillis.

Merci.

Applaudissements

Synthèse préparée par Édith Mukakayumba et Jules Lamarre.

[Maison de la géographie de Montréal](#)

Le texte a été révisé par le Colonel Pelletier.